



Document de travail

N° 01.2011

**« Occupy Wall Street »,
un mouvement social inédit aux Etats-Unis**

Catherine SAUVIAT

Décembre • 2011

Institut de recherches économiques et sociales

16, Bd du Mont d'Est – NOISY-LE-GRAND • Tél. : 01 48 15 18 90 – Fax : 01 48 15 19 18 • www.ires.fr

RESUME

Occupy Wall Street (OWS) n'a pas émergé n'importe où, ni à n'importe quel moment de l'histoire étasunienne, quand bien même sa portée a atteint très vite une dimension mondiale. Ce mouvement composite s'est affirmé d'abord comme une révolte de la jeunesse, à l'instar des mouvements d'indignés dans les pays arabes et en Europe. Aux Etats-Unis, cette révolte est nourrie principalement par des jeunes de la classe moyenne, menacés par le chômage et fortement endettés. OWS s'est attaqué aux principaux acteurs et symboles du capitalisme financiarisé américain et avec eux, le pouvoir concentré qu'ils représentent : les grandes banques de Wall Street d'un côté, les grandes entreprises de l'autre. Mais au-delà de cette dimension économique, OWS a une dimension proprement politique. Par son contenu (une révolte contre l'establishment, contre les oligarchies politique, économique et financière), par sa forme (un mouvement égalitariste, sans leadership affirmé ni figure tutélaire, avec un usage intensif des réseaux sociaux), OWS s'est affirmé non seulement comme un puissant mouvement de contestation des élites mais surtout comme l'expression d'un ardent désir de démocratie.

SOMMAIRE

Un mouvement composite, impulsé par la jeunesse.....	7
Un mouvement contre le capitalisme financiarisé.....	12
Un mouvement de contestation des élites	16
L'expression d'un désir ardent de démocratie	19
Et maintenant ?	22

« Occupy Wall Street »,

un mouvement social inédit aux Etats-Unis

Occupy Wall Street (OWS) n'a pas émergé n'importe où, ni à n'importe quel moment de l'histoire étasunienne, quand bien même sa portée a atteint très vite une dimension mondiale. Les Etats-Unis ont été l'épicentre de la crise des « subprimes » déclenchée en 2007, liée plus profondément à l'essoufflement d'un modèle de croissance tiré par l'endettement. Cette crise s'est répandue quasi immédiatement à l'ensemble de la planète, dans un univers financier totalement libéralisé et déréglementé. Pour autant, OWS n'aurait sans doute jamais vu le jour sans les révoltes du printemps arabe (et plus particulièrement celle ayant éclaté en Egypte), qui ont donné le ton de la contestation en cette année 2011, ni sans le regain de mobilisation qui a eu lieu dans l'Etat du Wisconsin au printemps dernier, après que son gouverneur républicain eut décidé de remettre en cause les droits syndicaux des employés du secteur public, et de réduire drastiquement leurs salaires et avantages sociaux, etc. Des dizaines de milliers de citoyens de l'Etat et au-delà, jeunes et moins jeunes, avaient alors manifesté devant le bâtiment du Congrès de l'Etat à Madison, sa capitale, à l'initiative des syndicats, et de nombreux groupes progressistes¹. Il n'aurait sans doute jamais vu le jour non plus sans tous les mouvements de résistance et de rébellion qui, depuis plus d'un siècle, ont ponctué l'histoire sociale des Etats-Unis, pays d'immigration s'il en est, dont les grands centres urbains ont servi de caisse de résonance.

OWS s'est répandu comme une traînée de poudre dans des centaines de villes à travers le pays (New York, Boston, Chicago, Washington D.C., Philadelphie, San Francisco, Los Angeles, Oakland, Atlanta, etc.) puis dans de nombreuses capitales ou grandes villes du monde entier (Montréal, Lisbonne, Athènes, Tel-Aviv, Zurich, Londres, etc.). Il a galvanisé

¹Cf. C. Sauviat, « Le Wisconsin, à l'avant garde d'une offensive antisyndicale d'envergure », *Chronique internationale de l'Ires*, n°129, mars 2011. Depuis l'adoption de cette loi, un groupe de 50 à 150 personnes a continué de manifester, en chantant chaque jour devant l'immeuble du Capitole (« Solidarity Singalong ») et un petit nombre d'activistes y retournaient à chaque fois qu'il s'y tenait un débat parlementaire, en dépit de l'hostilité des membres du Parti démocrate à de telles actions.

les mouvements d'indignés en Europe, quelque peu en voie d'essoufflement, jusqu'à les reléguer parfois au second plan, faisant des émules en Asie et en Afrique. Il entame son troisième mois d'existence, même si les occupations ont été démantelées par la police presque partout à partir de la mi-novembre, en réponse à la pression grandissante des élus locaux et du monde des affaires. De par sa durée (plus de deux mois), de par sa forme (les occupations de lieux publics, la désobéissance civique) et de par ses cibles (les grandes entreprises de la finance ou de l'industrie), ce mouvement revêt d'ores et déjà un caractère exceptionnel aux Etats-Unis, comme l'a souligné C. Geisst, un universitaire qui a écrit une histoire de Wall Street². OWS a élu domicile dès le 17 septembre 2011 au parc Zuccoti, rebaptisé par ses occupants « Freedom Plaza » (en hommage à la mobilisation des Egyptiens sur la place Tahrir du Caire, dont le nom signifie « liberté », mobilisation qui a été particulièrement relayée par les médias américains à cause des relations stratégiques que l'Etat américain entretient avec l'Egypte), un parc privé³ situé dans le bas de Manhattan où le campement s'est installé et où un microcosme de société alternative s'est constitué là⁴. Malgré le mutisme de la presse à son encontre⁵, il a fait très vite école dans plusieurs centaines de villes du pays, chaque occupation ayant ses propres caractéristiques, tactiques, ses modes d'organisation singuliers, etc. Ce mouvement a bénéficié un peu partout et durant les deux premiers mois du soutien de la population, malgré la répression policière particulièrement musclée qui s'est abattue à certains endroits et les milliers d'arrestations qui ont eu lieu (New York, Oakland, Chicago, Denver, Seattle, Dallas, Atlanta, Los Angeles, Philadelphie, Washington D.C.).

Ce mouvement composite est évidemment d'abord une révolte de la jeunesse (1^{ère} partie), à l'instar du mouvement des indignés qui a commencé en Tunisie, puis en Egypte et qui s'est répandu par la suite en Europe et jusqu'en Asie. Aux Etats-Unis, cette révolte est nourrie principalement par des jeunes de la classe moyenne qui se sont endettés pour faire des études

²Cité par *The Wall Street Journal*, October 20, 2011.

³Il est la propriété de Brookfield Office Properties qui, jusqu'à la mi-novembre, s'était gardé de demander son évacuation par les forces de police.

⁴Ce qui a pu être constaté par divers observateurs dans les différentes occupations et notamment celle d'OWS est l'existence d'une division du travail organisée, avec des structures spécialisées par fonction : des comités assurant la sécurité des occupations, une structure prenant en charge les questions de droit, une structure médicale avec des médecins et des infirmier(e)s, une cantine pour préparer les repas, un centre de spectacle, un coin pour la méditation, un service de presse et de communication, un service de nettoyage et de recyclage des déchets, une bibliothèque de 5 000 ouvrages offerts par les sympathisants du mouvement, cf. Sheila D. Collins, « The Stones Cry Out : the Power of the Occupation in the City Square », November 7, 2011, <http://newpol.org/>.

⁵Il a fallu attendre début octobre avant que la grande presse quotidienne américaine ne couvre les événements, soit plus d'une quinzaine de jours après le début de l'occupation à New York, et dans des termes souvent peu amènes.

avec l'espoir de trouver un emploi qui leur assure un avenir décent, éloigné de la précarité. Aujourd'hui, ils ne trouvent pas d'emploi ou s'ils en trouvent, subissent de sévères déclassements⁶. OWS s'est attaqué aux principaux acteurs et symboles du capitalisme financiarisé américain et avec eux, le pouvoir concentré qu'ils représentent : les grandes banques de Wall Street d'un côté, les grandes entreprises de l'autre (2^{ème} partie).

Mais au-delà de cette double dimension économique, OWS a une dimension proprement politique. Par son contenu (une révolte contre l'establishment, contre les oligarchies politique, économique et financière), par sa forme (un mouvement égalitariste, sans leadership affirmé ni figure tutélaire, avec un usage intensif des réseaux sociaux pour s'organiser, résister aux forces de police, diffuser des slogans, des photos, des vidéos, etc.), OWS s'est affirmé non seulement comme un puissant mouvement de contestation des élites (3^{ème} partie) mais il exprime d'abord et avant tout un ardent désir de démocratie (4^{ème} partie).

Un mouvement composite, impulsé par la jeunesse

Il est difficile de porter une appréciation d'ensemble sur l'identité des occupants et la composition générationnelle et sociale des mouvements ayant pris racine un peu partout aux Etats-Unis, tant les situations locales paraissent diverses. Il est toutefois possible, malgré cette singularité locale, d'en tirer quelques enseignements généraux. Le Wall Street Journal, qui a interrogé par sondage fin octobre 2011, des participants à ce mouvement dans plusieurs grandes villes du pays, offre un aperçu de la composition des différentes occupations. Près des 3/4 des occupants ou participants aux mouvements seraient diplômés des premier et second cycles universitaires ou en passe de l'être et seuls 1/3 d'entre eux seraient au chômage. Environ un quart se dit démocrate, la plupart ne se réclamant pas d'un parti politique précis ou se déclarant indépendants. L'âge médian y est de 26 ans.⁷ Le même journal faisait état d'un nouveau sondage début novembre 2011, cherchant à identifier cette fois les personnes soutenant le mouvement. Il montrait que le plus fort soutien émanait de la classe d'âge 50-64 ans, d'individus dont le revenu annuel se situait entre 50 000 et 70 000 dollars et qui habitent

⁶Cf. C. Sauviat, E. Sommeiller, « Etats-Unis : Choc de la récession et reprise sans emploi », dans « Les jeunes dans la crise », *Chronique internationale de l'IREs*, n°133, 2012 (à paraître).

⁷Cf. « Protest Present Dilemma for Democrats », by D. Belkin in Chicago, T. Audi in Los Angeles, D. Yadron in Washington D.C., *The Wall Street Journal*, October 25, 2011.

plutôt l'ouest des Etats-Unis⁸. Enfin, un sondage du même quotidien fin novembre 2011, confirmait le peu de représentativité du mouvement chez les Afro-Américains : alors que ces derniers représentent 12,6% de la population résidente aux Etats-Unis, ils ne comptent selon cette estimation que pour 1,6% des occupants⁹.

Si l'on en croit ces différents sondages, il est clair qu'il s'agit d'un mouvement où les jeunes sont massivement présents, notamment les jeunes diplômés. Il est vrai que la jeunesse est durement touchée par la crise. Cependant, ce n'est pas tant l'explosion du niveau de chômage des jeunes, moins forte en réalité que celle des adultes, et assez courante lors d'une récession où ils sont les premiers à être licenciés (« last in, first out »), qui est nouveau. Ce qui est inédit aujourd'hui, c'est le caractère aigu et durable du chômage frappant ces jeunes, y compris ceux ayant eu la chance de faire des études universitaires, qui connaissent de surcroît un niveau d'endettement très élevé¹⁰. Ce phénomène est principalement dû à une augmentation des droits d'inscription à l'université (qui peuvent aller jusqu'à 45 000 dollars pour certaines universités de l'Ivy League). Ceci vaut particulièrement pour les universités publiques dans lesquelles ces droits n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, une mesure des Etats en réponse à leurs difficultés budgétaires. Ceci a entraîné une brusque progression du taux de défaut chez les étudiants ayant contracté une dette (11,2% mi-2011 contre 6,5% en 2003)¹¹.

Alors que les jeunes continuent d'attendre des études un « retour sur investissement », celles-ci sont de plus en plus nécessaires mais de moins en moins suffisantes, contrairement aux générations précédentes¹². Ceux dotés d'un emploi et d'une formation universitaire de premier ou second cycle, pourtant les plus privilégiés, n'ont quasiment pas connu d'augmentation de salaire depuis 2000. Ils peuvent de moins en moins avoir accès à des emplois de qualité (avec les avantages sociaux associés généralement à un tel emploi, c'est-à-

⁸Cf. « Populist Movements Rooted in Same Soil », by G. F. Seib, *The Wall Street Journal*, November 15, 2011.

⁹Cf. « Why African American aren't embracing Occupy Wall Street », by S. Patton, *The Wall Street Journal*, November 25, 2011.

¹⁰Leur encours moyen d'endettement a atteint 25 000 dollars en 2010, leur encours d'endettement total a quasiment été multiplié par six entre 1999 et mi-2011, passant de 80 à 550 milliards de dollars. Certains étudiants, notamment en droit et en médecine, sont surendettés. Or les obligations adossées au marché de la dette étudiante, estimé à 242 milliards de dollars, n'est pas garanti par le gouvernement américain. Compte tenu des risques encourus, ce marché est actuellement gelé. Voir aussi Mufteva I., Julien T., « Etats-Unis : doit-on s'inquiéter de la forte hausse des prêts étudiants », Natixis, *Flash Economie* n°208, 4 novembre 2011.

¹¹Cf. « US student debt impact likened to subprime », by M. Kennard & S. Bond, *The Financial Times*, October 16, 2011.

¹²Le taux de chômage des titulaires d'une licence était de 4,9% en octobre 2011, mais le double (10,5%) pour ceux sortis des études secondaires sans diplôme, selon le Bureau of Labor Statistics.

dire l'accès à une assurance santé et la possibilité de profiter des abondements de l'employeur à une « épargne retraite »). D'ailleurs, selon la dernière enquête du Bureau du recensement, la part des jeunes hommes âgés de 25 à 34 ans vivant chez leurs parents est passée de 14,2% en 2007 à 18,6% en 2011, le plus haut niveau depuis les années 1960. Les autres (ceux issus des classes moyennes ou des minorités hispaniques et afro-américaines) ont de moins en moins accès à l'éducation supérieure, la valeur des bourses délivrées par l'Etat fédéral ne suffisant plus à compenser les hausses des frais d'inscription un peu partout¹³. Or l'obtention d'un diplôme universitaire reste le meilleur moteur de la mobilité sociale aux Etats-Unis.

Cette situation de chômage, ou de sous-emploi massif à laquelle les jeunes, y compris les plus éduqués, sont confrontés, est réellement nouvelle dans ce pays, qui connaît pour la quatrième fois une nouvelle reprise sans emploi¹⁴. Dans ce contexte morose, ils ne peuvent qu'avoir peur de se retrouver soit au chômage, soit d'être déclassés. Ils ont joué le jeu du système et en paient les pots cassés par d'autres, ceux qui eux au contraire se sont joués du système et ont provoqué ce faisant la plus grave crise économique mondiale depuis 1929. Ils sont en cela peut être les premières victimes du rêve américain.

S'il s'agit d'abord d'un mouvement de jeunes, et de jeunes urbains, il a attiré, notamment dans les grandes villes, des individus de tous âges et de toutes conditions sociales ou presque (chômeurs, salariés, professionnels, individus pauvres ou issus de la classe moyenne, sans abris, etc.)¹⁵. Bien que n'ayant pas un caractère massif compte tenu du nombre relativement réduit des occupants ici ou là, à cause de la dispersion des occupations, et en l'absence d'une doctrine unifiée qui guiderait les différentes occupations, ce mouvement a une filiation certaine avec celui de la « révolution des droits » des années 1960 même si le contexte économique est très différent (croissance lente, désindustrialisation, délocalisations, crise environnementale, etc.). Les protestataires d'alors appartenaient à la classe moyenne, étaient pour la plupart éduqués, et se révoltaient contre le pouvoir politique, qui les envoyait au Vietnam faire une guerre considérée par la plupart comme illégitime, ou contre le pouvoir mâle. Il en diffère cependant par les liens forts établis dans ces années là entre les

¹³En 1975, un Pell Grant couvrait 80% des frais d'inscription et d'hébergement dans une université publique et 40% dans une université privée ; à la fin des années 1990, ces rapports n'étaient plus respectivement que de 40% et 15%, cf. J. Hacker, S. Mettler, D. Pinderhugues, T. Skocpol, « Inequality and Public Policy, 2009, <http://www.apsanet.org/imgtest/feedbackmemo.pdf>.

¹⁴Cf. C. Sauviat et E. Sommeiller (2012), *op. cit.*

¹⁵A New York, le nombre de sans abris n'a cessé de grossir, pour dépasser les 40 000 (dont près de 17 000 enfants), cf. M. H. Saul, « City's Homeless Count Tops 40 000 », *The Wall Street Journal*, November 9, 2011.

mouvements étudiants noirs et blancs et les nombreuses initiatives interraciales qui s'étaient alors développées.

Aujourd'hui, les jeunes Noirs sont sans doute moins présents au sein d'OWS, excepté dans certaines villes comme Oakland, où la communauté noire y possède une longue tradition de militance et où la contestation y est plus radicale qu'ailleurs, ainsi qu'en témoigne l'appel à la grève générale lancé au début du mois de novembre et la fermeture momentanée du port, symbole du capitalisme marchand et de la « libre circulation des conteneurs » (cf. encadré). C'est encore plus vrai pour les jeunes Noirs (de même que les jeunes Hispaniques) défavorisés, ceux qui ne sont ni à l'école, ni en emploi, une population au sein de laquelle le taux d'incarcération est très élevé. Ceux-là forment le gros bataillon des « Disconnected Youth », et sont peu visibles dans ce mouvement. La question raciale n'est pas centrale comme elle l'était à l'époque. Pourtant, si le mouvement des années 1960 a permis aux Noirs de profiter de l'ascenseur social, l'accroissement des inégalités a dès la fin des années 1970 à nouveau creusé les disparités entre Blancs et Noirs. Cela est particulièrement visible dans les chiffres du chômage, et celui des jeunes en particulier ou bien encore dans les chiffres sur la pauvreté¹⁶. Mais cette résurgence des inégalités économiques (en termes de revenus mais aussi d'accès à l'enseignement supérieur, à l'assurance santé, etc.) en lien avec l'affaiblissement des politiques publiques, des grands programmes sociaux et le déclin du syndicalisme, a aussi miné la capacité des Noirs à s'engager dans la politique, et à exploiter leurs droits civiques chèrement acquis¹⁷.

Ainsi, OWS a bien davantage les traits d'un mouvement post politique que d'un mouvement post racial, comme l'a souligné récemment l'américaniste Sylvie Laurent¹⁸. Plus proche de nous, OWS a sans doute également des ressemblances avec les rassemblements antimondialisation qui ponctuent depuis la fin des années 1990 les réunions du G20.

¹⁶Selon les données du BLS, le taux de chômage des 16-24 ans au second trimestre 2011 représentait plus du double de celui des 25-54 ans (17,4% contre 8,1%). Le taux de chômage des jeunes hommes Noirs appartenant à la classe d'âge 20-24 ans était à la même période le double de celui des jeunes hommes Blancs (29% contre 14%). Il peut atteindre jusqu'à 75% dans certaines villes comme Chicago. Le taux officiel de pauvreté des Blancs non hispaniques était de 9,9% en 2010, tandis que celui des Noirs atteignait 27,4% et celui des jeunes d'origine hispanique 26,6%, cf. US Census Bureau, *Income, Poverty and health Insurance Status in the United States : 2010*, September 2011.

¹⁷Cf. J. Hacker & al. (2009), *op. cit.*

¹⁸Invitée des matins de France Culture, le 7 novembre 2011.

Les marches de protestation et l'appel à la grève générale à Oakland

Plusieurs milliers de protestataires se sont rassemblés fin octobre 2011 à Oakland en Californie, après qu'ils eurent été chassés de façon violente de leur campement installé depuis le 10 octobre devant l'hôtel de ville par la police sur demande de la mairesse et qu'un « Marine », vétéran de la guerre en Irak, fut hospitalisé après avoir reçu un projectile sur la tête une semaine avant. Moins de 48 h après l'assaut de la police démolissant leur campement, ils reprenaient position sur la place Frank Ogawa. En réponse à cette violence policière, les occupants d'OWS réunis en AG ont voté à l'écrasante majorité en faveur de la grève générale (par 1 484 voix contre 46 et 77 abstentions), une première depuis 1946 où avait eu lieu la dernière grève générale du pays. Le 2 novembre, des milliers de protestataires sont descendus au port (le port d'Oakland est le 5^e port des Etats-Unis par son volume de fret maritime). Ils ont occupé un immeuble vide, érigé des barricades et sont parvenus à bloquer toute activité, entraînant ainsi la fermeture du port durant toute une nuit, toutes formes de pratiques « illégales » qui ont paru à ces protagonistes parfaitement raisonnables et rationnelles.

Plus d'une centaine d'entre eux ont été arrêtés et il y a eu de nombreux blessés de part et d'autre (manifestants et police)¹⁹. Ils ont reçu le soutien des travailleurs du port, quand bien même leur syndicat n'avait pas osé outrepasser le droit conventionnel (clause de non grève incluse dans la convention collective d'entreprise) en appelant à la grève. Bien que des policiers syndiqués aient exprimé leur sympathie avec les manifestants, marquant ce faisant leur appartenance aux 99%, Occupy Oakland ne reconnaît pas les policiers comme membres à part du mouvement, ni comme des amis du mouvement, contrairement à d'autres occupations comme à Washington D.C. ou à Cleveland²⁰. Plusieurs syndicats ont déclaré leur soutien à cette grève, notamment ceux des travailleurs portuaires, des employés des services, des infirmières et des enseignants. Toutefois, peu de syndiqués ont effectivement participé à la grève, le droit de grève ayant été sévèrement limité aux Etats-Unis depuis l'après Seconde Guerre mondiale²¹. Un communiqué d'Occupy Oakland indiquait que le mouvement a voté une résolution pour participer à cette marche historique en solidarité avec les dockers de Longview (dans l'Etat de Washington) dont les vies et les conditions de travail ont été mises en cause par les pratiques de leur employeur, EGT (Export Grain Terminal), dont certains ont été violemment réprimés et arrêtés par la police.

Le campement d'Occupy Oakland, la plus massive et la plus radicale des occupations, a finalement été démantelé de la police le 14 novembre dernier, une décision ayant abouti à la démission d'un conseiller spécial de la mairesse. Cette éviction a entraîné dès le lendemain le démantèlement de l'occupation new yorkaise et l'arrestation de 70 protestataires refusant de se laisser déloger du parc Zuccotti.

Sources : <http://occupyoakland.org>

Mais il est aussi plus composite que l'on ne croit, ce qui n'a rien de surprenant puisqu'il est censé représenter les 99% de la société américaine. Il mêle non seulement des jeunes et des adultes mais aussi des personnes dont les trajectoires politiques, économiques et sociales sont

¹⁹La ville a déjà connu des confrontations violentes de ce type, en 2009 après qu'un jeune Noir sans arme eut été tué par un officier de police blanc.

²⁰Cf. J. Gantz, « Voices from the Occupations », *In These Times*, November 8, 2011.

²¹Il convient de rappeler ici que ce sont les syndicats eux mêmes qui ont accepté, au sortir de la Seconde guerre mondiale, d'autolimiter leur droit à la grève (en ne l'autorisant que durant la période de renouvellement d'une convention collective d'entreprise, avec des clauses de non grève inscrites dans ces mêmes conventions), en contrepartie du fameux compromis social fordiste, qui devait apporter, au noyau dur du salariat américain, croissance continue du pouvoir d'achat et sécurité de l'emploi pendant plusieurs décennies. Cela n'a pas empêché des grèves « sauvages » d'avoir lieu, mais celles-ci se sont faites de plus en plus rares ces dernières décennies.

diverses. Parmi les participants du mouvement OWS, on trouve des anticapitalistes de même que des individus qui croient à un capitalisme régulé (un « bon capitalisme »), des représentants de la gauche américaine comme des membres du Tea Party (lesquels ne sont quand même pas très nombreux à avoir rallié ce mouvement), des employés, des sans domicile fixe, des chômeurs, des jeunes anciens combattants des guerres d'Afghanistan et d'Irak frappés eux aussi par le chômage²², des jeunes blancs, des jeunes noirs et des jeunes latinos, de même que toutes sortes de militants d'associations caritatives impliqués dans le travail social localement etc. A certains endroits comme New York ou ailleurs, ce mouvement paraît davantage impulsé par la jeunesse blanche des classes moyennes que par les jeunes défavorisés, Noirs ou Latinos. En revanche, tel n'est pas le cas à Oakland où le mouvement de protestation est composé davantage de Noirs, comme mentionné précédemment, mais aussi de Latinos et où les liens avec le mouvement syndical se sont avérés les plus serrés, probablement en raison d'une concentration de population ouvrière, liée aux activités portuaires de la ville et à une tradition de luttes.

Un mouvement contre le capitalisme financiarisé

OWS a démarré de façon ostensible à New York, symbole du pouvoir financier de Wall Street. Le 17 septembre, deux mille personnes (des étudiants activistes, des responsables d'associations travaillant dans les quartiers pauvres de ville qui depuis deux mois déjà protestaient contre les coupes budgétaires et les licenciements) décident d'installer un campement au cœur du district financier de la capitale de l'Etat de New York, là où siègent les grands établissements financiers du pays, pour crier leur colère contre les banques de Wall Street, contre la cupidité des entreprises et les coupes budgétaires opérées par le gouvernement.

Les Etats-Unis, pays qui a poussé le plus loin le développement de ce capitalisme financiarisé, ont offert une cible parfaite à ce mouvement. C'est peut être cela qui en fait la force et qui le distingue des autres mouvements des indignés ayant éclos dans les grandes capitales

²²30% des vétérans de 18 à 24 ans sont actuellement au chômage, cf. *Business Week*, November 10, 2011.

étrangères, à l'exception sans doute des protestataires anglais occupant la cathédrale St Paul à Londres, en réaction contre la City et contre ce que le monde financier a produit.

Il s'agit bel et bien d'une révolte contre le capitalisme financiarisé et contre ses symboles les plus forts, les grandes banques de Wall Street et les grandes entreprises américaines. C'est une révolte contre le pouvoir concentré des banques et de la finance. Ce pouvoir a littéralement capturé l'Etat et les régulateurs²³. Les dirigeants du secteur financier se sont infiltrés partout au sein de l'appareil d'Etat, se mettant ainsi en capacité de façonner les décisions en leur faveur. Cette capture n'a pas besoin de passer par la corruption du régulateur comme l'ont souligné Johnson & Kwak²⁴. Il suffit que ce dernier ait intériorisé les « préférences » de la profession financière et celle des dirigeants d'entreprises qu'il est pourtant censé contrôler. C'est précisément par le mouvement de va et vient entre l'exécutif, le monde de la finance et le monde des affaires, accéléré dans les décennies 1990 et 2000 durant les gouvernements Clinton et Bush, que cette intériorisation s'est faite. C'est plus efficace encore quand le monde académique participe de ce processus et fait collusion avec le monde de la finance par intérêt pécuniaire et/ou idéologique, comme l'a montré l'excellent film d'un ex-insider « Inside Jobs »²⁵. Le pouvoir financier s'est renforcé dans la crise. Les plus grandes banques ont racheté les plus faibles et les plus fragiles, et n'ont de cesse d'exercer un lobbying très agressif pour vider la loi de régulation financière votée en 2010 de son contenu (*Dodd Franck Act*). Les jeunes diplômés titulaires de MBA ne s'y trompent pas, qui cherchent tous à entrer dans des établissements financiers (banques, hedge funds, gestionnaires de fonds, fonds de private equity ou de venture capital) plutôt que dans d'autres secteurs, compte tenu des gratifications symboliques et matérielles que de telles positions procurent.

C'est aussi une révolte contre l'entreprise financiarisée, contre le primat de la valeur actionnariale devenue l'alpha et l'oméga de leur mode de gestion, contre les émoluments

²³Le secrétaire d'état au Trésor actuellement en poste, T. Geithner, vient de la Federal Reserve Bank de New York. L'ancien secrétaire d'état au Trésor dans le gouvernement Bush, P. Paulson, venait directement de chez Goldman Sachs. Mais c'est W. Clinton qui a inauguré ce mouvement en nommant P. Rubin à ce poste lors de son premier mandat au début des années 1990, cf. *13 Bankers – The Wall Street Take Over and the Next Financial Meltdown*, S. Johnson & J. Kwak, Pantheon Books, New York, 2010.

²⁴*Op. cit.* cf. note précédente.

²⁵Il est notable à ce propos que quelques dizaines d'étudiants d'Harvard, inscrits au cours d'introduction à l'économie du Professeur Mankiw, ex président du Conseil des conseillers économiques de l'ex président des Etats-Unis, G.W. Bush, et conseiller actuel de Mitt Romney, candidat aux primaires républicaines, aient protesté contre la partialité du cours dispensé dans une lettre ouverte, cf. « Occupy Protests' ripples reach Harvard », *The Financial Times*, November 4, 2011.

disproportionnés que s'octroient leurs dirigeants au moyen d'une manipulation des cours de bourse (bonus, stock options, rachats d'action). Ces émoluments sont le plus souvent sans rapport avec les performances des entreprises sous gestion alors que certains ont largement « profité » de la crise pour licencier massivement et ne sont prêts ni à embaucher ni à investir aujourd'hui, sauf en Chine ou en Inde²⁶. OWS et le syndicat des travailleurs de la communication (CWA) ont ainsi manifesté devant le siège de Verizon à New York pour mettre en cause le pouvoir des entreprises. L'action dirigée contre cette grande entreprise de télécommunications est symbolique mais elle tombe aussi à point nommé. Pas plus tard qu'en août dernier, 45 000 salariés de Verizon Communications s'étaient mis en grève pendant deux semaines pour s'opposer aux concessions demandées par la direction à l'occasion du renouvellement de leur convention collective (gel des pensions, ajustement des salaires aux performances des salariés, facilités pour licencier les travailleurs syndiqués, contribution salariale accrue à la prime d'assurance maladie). N'ayant pu faire fléchir la direction, ils se préparent aujourd'hui pour une autre grève. OWS a rejoint les piquets de grève devant les portes de la firme. Cette initiative traduit une attention particulière portée par le mouvement aux conflits et luttes du monde du travail, y compris ceux organisés par les syndicats, dans un contexte pourtant très dépressif (baisse du nombre d'adhérents, des grèves, remise en cause des acquis salariaux, etc.) et peu propice aux gains de nouveaux adhérents. Il faut se souvenir que pour le syndicalisme américain, Verizon représente la seule grève victorieuse de cette décennie. A l'occasion du renouvellement de la convention collective d'entreprise en 2000 et après 19 jours de grève, les syndicats avaient obtenu satisfaction sur la plupart des points litigieux de l'accord²⁷.

OWS est aussi une révolte contre les inégalités, produits de ce capitalisme financiarisé et qui se sont accrues de manière explosive au cours des dernières décennies. Le slogan principal du mouvement est « Nous sommes les 99% ». Il ne peut sonner plus juste : les 1% les plus riches aux Etats-Unis ont vu leur part dans le revenu national plus que doubler durant ces trois dernières décennies, passant selon le Congressional Budget Office (CBO) de 8 à 17% entre 1979 et 2007²⁸. La composition de ces 1% est elle-même éloquente : environ 60% de cette

²⁶Cf. W. Lazonick, « Occupy Wall Street's Outrage at Greed Can Expand to Corporate Stock Manipulation », [www.http://newdeal20.org](http://newdeal20.org)

²⁷Cf. C. Sauviat, « Tension dans la Nouvelle Economie : la grève chez Verizon, un conflit exemplaire ? » *Chronique internationale de l'IRES*, n°67, novembre 2000.

²⁸*Trends in the Distribution of Household Income*, CBO, Washington D.C., October 2011.

couche d'ultra riches sont des dirigeants d'entreprises (financières ou non), dont les rémunérations ont plus que quadruplé depuis les années 1970 en dollars constants (hors inflation). Le secteur de la finance a évidemment joué un rôle moteur dans l'explosion de ces inégalités. Ses dirigeants sont devenus dans le courant des années 2000 les mieux payés de tous les secteurs confondus, avec des rémunérations hors normes, et de surcroît anormalement protégés à la baisse. Mais ces inégalités sont aussi la conséquence du revirement de la politique fiscale orchestrée à partir des années 1980 par les gouvernements successifs en faveur des plus riches, nourrie par la délégitimation de l'impôt, voire par des révoltes fiscales²⁹.

Dans certaines villes qui sont cependant l'exception, il est remarquable que la police ait refusé d'arrêter les protestataires. S'il en est ainsi, c'est que certains policiers se sentent eux aussi appartenir à ces 99%, même si c'est loin d'être le cas pour tous³⁰. Ces employés des Etats et des collectivités locales (policiers, pompiers, enseignants) ne sont-ils pas en effet aux premiers rangs des salariés à qui les Etats imposent depuis un an des sacrifices (gel ou réduction de salaire, allongement de la durée du travail, quand ce ne sont pas des licenciements purs et simples), au prétexte d'une détérioration de la situation budgétaire ?³¹

Cette concentration des revenus est devenue une menace pour la démocratie et l'épanouissement d'une société de classes moyennes, que les Etats-Unis pouvaient se targuer d'avoir créée durant les Trente glorieuses. La mobilité économique et l'ascension sociale qui vont de pair n'y sont plus qu'un mythe, sans plus de réalité statistique pour les jeunes d'aujourd'hui, pour les immigrants ou pour les Afro-Américains³². La classe moyenne américaine est en effet soumise à une insécurité économique croissante depuis 25 ans. Une équipe d'universitaires a montré que plus d'un Américain sur cinq (20,5%) avait fait l'expérience d'une chute brutale de ses revenus (25% et plus) d'une année à l'autre entre 2008 et 2010, contre 14,3% en 1986, sans avoir le filet de sécurité pour y faire face³³. Quelques très riches hommes d'affaire, tels G. Soros ou W. Buffet, ont eu beau rappeler récemment ce que

²⁹ Cf. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*, PUR, Rennes, 2010.

³⁰ Le salaire annuel médian d'un officier de police étant de 55 620\$, le plaçant dans le 59^e centile des revenus, cf. « Police are the 99%. Will They ever Join the Protests », by Brice Covert, <http://newdeal20.org>

³¹ Cf. C. Sauviat (2001), *op. cit.*

³² Cf. « Economic Mobility: Is the American Dream Alive and Well », *Economic Mobility Project*, <http://www.economicmobility.org/>

³³ Cf. J.S. Hacker, G.A. Huber, A. Nichols, P. Rehm, S. Craig, *Economic Security and the Great Recession*, The Rockefeller Foundation, <http://www.economicsecurityindex.org/assets/ESI%20Full%20Report%202011.pdf>

la fortune devait comporter d'obligations de réciprocité civique envers la « multitude », la plupart des nouveaux riches issus du néolibéralisme (souvent des fortunes accumulées dans des activités « nouvelles » comme l'immobilier) ont oublié que « Noblesse oblige ». C'est pourtant la doctrine qui prévalait au 19^e siècle aux Etats-Unis à l'époque des « barons voleurs », ces grands capitaines d'industrie ou de la finance, qui savaient être aussi des mécènes. Cette éthique de la responsabilité civique a quasiment disparu.

Il y a aujourd'hui le sentiment croissant au sein de la société américaine que cette explosion des inégalités et la captation des richesses par quelques-uns est devenue illégitime. Cette machine à fabriquer des inégalités ne reflète plus les mérites individuels de chacun, n'a plus rien à voir avec l'égalité des chances chère aux pères fondateurs de la république américaine ou avec le mythe de l'entrepreneur schumpétérien, innovateur et récompensé pour son talent et sa prise de risque (incarné de façon idéale par Steve Jobs, le patron d'Apple, dont il est notable que le décès n'ait entraîné que des louanges et pas l'ombre d'une critique de ce côté-ci de l'Atlantique). Elle est au contraire le produit de comportements déviants, opportunistes, voire corrompus ou criminels, qui ont conduit des dirigeants de grandes banques (Goldman Sachs), de grandes entreprises (Enron) ou de grands cabinets d'audit (Arthur Andersen) de ce pays à frauder, à maquiller des données comptables et/ ou à se jouer de la naïveté du plus grand nombre, notamment des pauvres gens à qui a été fait miroiter l'espoir de devenir un jour propriétaire. La tolérance de la société américaine aux inégalités est sans doute beaucoup plus grande qu'ailleurs. Mais il est notable qu'elle a atteint certaines limites aujourd'hui. Et ce d'autant plus que ces « criminels en col blanc » ont pu agir en toute impunité, protégés par les lois et la complicité des élites politiques, et que les banques et les entreprises qu'ils dirigent ont même été sauvées de la faillite et renflouées par l'Etat pour certaines³⁴.

Un mouvement de contestation des élites

Mais ce mouvement est davantage encore que cela. Il porte en lui une dimension proprement politique. C'est une révolte contre le fossé qui s'est creusé entre les élites politiques, économiques, managériales et les gens ordinaires, les premiers étant devenus incapables de

³⁴Une majorité d'Américains souhaitent d'ailleurs que les comportements de certains de ces dirigeants soient portés devant les tribunaux, cf. <http://www.alternet.org/story/152845/>

comprendre les seconds³⁵. De ce point de vue, la comparaison avec le Tea Party n'a pas manqué d'être faite par certains journaux, y voyant une montée du populisme aux deux extrêmes. Or si ces deux mouvements partagent une vision critique des élites politiques et du statu quo qu'elles produisent, les similitudes s'arrêtent là. Le Tea Party, qui tire son origine d'une opposition au sauvetage des banques et du système financier décidé à l'automne 2008 (TARP), et dont l'aile la plus à droite souhaite le démantèlement de ce qu'il reste de l'Etat-providence américain, est farouchement anti étatiste ; ce que n'est pas OWS qui demande au contraire davantage de réglementation des banques et des entreprises et une plus juste redistribution des richesses.

C'est une révolte contre la confiscation du pouvoir par ces élites, qui exprime une demande d'engagement des citoyens dans la vie politique de la cité pour porter les questions qui les concernent et qui les préoccupent, devant l'incapacité de leurs représentants de le faire, qu'il s'agisse de ceux du Parti démocrate ou du président B. Obama en qui tant d'espoirs avaient été placés lors de sa campagne électorale en 2008. Nulle part ailleurs qu'aux Etats-Unis, cette confiscation n'est allée aussi loin, l'argent et la politique n'auront été mêlés aussi étroitement. Il convient de rappeler que les banques de Wall Street figuraient parmi les principaux donateurs ayant financé la campagne présidentielle du candidat B. Obama, qui avait réussi à lever alors 750 millions de dollars. Un arrêt de la Cour suprême américaine rendu le 21 janvier 2010 (*Citizen United vs. Federal Election Commission*) a encore renforcé le caractère ploutocrate du régime politique américain, en éliminant les gardes fous instaurés en 1974, qui limitaient le financement des campagnes présidentielles ou législatives par le Big Business et les syndicats.

En outre, le système politique américain est aujourd'hui dans un état critique. Depuis les élections de mi-mandat, non seulement le président B. Obama ne parvient plus (ou très difficilement) à faire adopter ses projets de loi (en particulier son nouveau plan pour l'emploi) mais même une instance comme le Super comité du Congrès, mis en place pour faire des propositions de réduction de la dette et dont la composition est bipartite, s'est trouvée incapable de parvenir à un accord. B. Obama, bien que paralysé politiquement, a néanmoins pris conscience de ce que pouvait lui apporter le mouvement OWS et de comment exploiter cette immense frustration. S'il a exprimé une certaine empathie avec le mouvement, il ne l'a

³⁵Cf. C. Larsh, *La révolte des élites*, éditions Climats, Paris, 1996.

pas pour autant soutenu ni n'a fait siens ses mots d'ordre, mettant en garde les protestataires de ne pas vouer toutes les entreprises de Wall Street aux gémonies, de ne pas « démoniser » leurs salariés et de ne pas compromettre le fonctionnement de l'économie. Il a cependant dû se résoudre à faire un geste *a minima*, en allégeant le fardeau de la dette des étudiants. Cette question de l'endettement des étudiants est l'une des préoccupations phares du mouvement, celle de son annulation un slogan majeur. L'encours d'endettement de ces derniers devrait atteindre plus de 1 000 milliards de dollars en 2011, montant qui dépasse celui de la dette des Américains contractée à travers l'usage de leurs cartes de crédit.³⁶ Il l'a fait également en réponse à une pétition signée par plus de 30 000 personnes sur le site Internet de la Maison blanche qui demandait son annulation.³⁷

Le mouvement OWS est aussi méfiant vis-à-vis de tout ce qui pourrait ressembler à une forme de récupération du côté des organisations syndicales. Pour autant cela n'a pas empêché le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, de se rendre à New York dès le début du mouvement pour exprimer la solidarité de la centrale, dont les liens avec le Parti démocrate sont étroits. Les grandes fédérations industrielles (le syndicat des services, celui des employés des Etats et des collectivités locales, etc.) ou de métier (le syndicat des camionneurs, des enseignants, des infirmières, etc.) ainsi que leurs sections locales et leurs instances régionales (Central Labor Council) en ont fait de même³⁸. Ainsi, le parc Zucotti à New York, où OWS a élu « domicile », n'a pu être évacué pendant deux mois par les forces de police municipale sous prétexte de le nettoyer, grâce à l'appui de nombreuses sections syndicales locales qui sont venues prêter main forte aux occupants. Il y a eu des actions réciproques de soutien et de solidarité des deux côtés³⁹. L'AFL-CIO a prêté de plus en plus d'attention à OWS, notamment après que les jeunes de la centrale se furent réunis à Minneapolis début octobre 2011 pour la seconde fois de leur existence en tant que groupe constitué. De leur côté, les syndicats ont pris

³⁶L'encours des crédits liés à l'usage par les Américains de leur carte de crédit atteignait 796 milliards de dollars en T2 2011, cf. « G.19 Consumer Credit », *Federal Reserve Statistic Release*, December 7, 2011.

³⁷Cette initiative s'inscrit dans la stratégie « d'open government » et « d'open data » mise en place par le gouvernement américain. Ce processus vise à instaurer plus de démocratie en permettant aux Américains de soulever des questions qui les préoccupent à l'aide de pétitions signées via Internet (« We the people »). C'est la première expérience du genre puisque le site en question a été ouvert en septembre 2011. La règle instaurée veut qu'à partir du moment où la question soulevée compte plus de 25 000 signatures, la Maison blanche doit formuler une réponse.

³⁸Au total, 13 fédérations syndicales nationales ont apporté un soutien officiel à OWS.

³⁹ Des protestataires ont rejoint des piquets de grève des Teamsters chez Sotheby à Manhattan, ou de Verizon à Los Angeles, Washington, Buffalo et Boston, des syndicats sont intervenus auprès des autorités locales ici et là pour empêcher leur éviction de lieux publics, cf. « Occupy Movement Inspires Unions to Embrace Bold Tactics », *The New York Times*, November 8, 2011

conscience qu'OWS était parvenu à dénoncer les principaux maux du capitalisme américain beaucoup plus efficacement qu'eux. Ils ont d'ailleurs repris le slogan des 99% à leur compte (les inégalités, etc.). Ils sont conscients que les moyens utilisés par ce mouvement (notamment l'usage des réseaux sociaux pour diffuser leurs messages sur large échelle) et leurs actions de désobéissance civique (marches, occupations, etc.) paient, même s'ils ne vont pas jusqu'à les imiter.

L'expression d'un désir ardent de démocratie

OWS trouve son origine dans les initiatives d'une association d'origine canadienne, les Adbusters, qui possède une revue du même nom et qui se veut un réseau de portée mondiale⁴⁰. Cette revue, très attentive aux divers mouvements des indignés ayant éclos ici et là sur plusieurs continents durant l'hiver et le printemps de l'année 2011, a dès juillet de cette même année appelé à l'occupation de Wall Street⁴¹. Cette occupation est devenue effective deux mois après l'appel, organisée par un petit groupe d'activistes new-yorkais appelé « New-Yorkers Against Budget Cuts » avec l'aide d'ONG, de syndicats, de militants socialistes. Composé également d'étudiants, de jeunes de diverses nationalités en lien avec les mouvements des indignés en Europe et de militants associatifs intervenant dans les quartiers les plus défavorisés de la ville, ce groupe cherchait, depuis le mois de juin, à sensibiliser la population en tenant des assemblées générales (AG) à propos des conséquences des coupes budgétaires, notamment les licenciements massifs opérés dans le secteur privé et le secteur public depuis l'entrée en récession et après. Ils décident rapidement d'imiter les indignés européens, en occupant un espace public, en organisant des AG, garantes de la démocratie directe, dont le fonctionnement s'oppose en tout point au mode de gouvernement américain.

Au sein de cette mouvance activiste émerge la figure de David Graeber, fils d'ouvriers politisés et syndiqués ayant appartenu à la gauche américaine dans les années 1930. Ce dernier a sans doute joué un rôle clé dans l'occupation de Wall Street. Universitaire et

⁴⁰Le récit de cette occupation de même que les racines du mouvement sont tirés d'un des articles à notre connaissance les mieux documentés, provenant de façon assez inattendue de l'hebdomadaire économique *Business Week*, et écrit par D. Bennett le 26 octobre. Cet article est intitulé « David Graeber, the Anti-Leader of Occupy Wall Street ». Voir aussi une interview de D. Graeber : « Playing By the Rules – The Strange Success of OWS », October 19, 2011, <http://www.nakedcapitalism.com/2011/10/david-graeber-on-playing-by-the-rules---the-strange-success-of-occupy-wall-street.html>.

⁴¹Ils ont aussi poussé OWS à soutenir la proposition d'une taxe de 1 % sur les transactions financières, la taxe Tobin, rebaptisée par les Adbusters la taxe Robin des Bois.

anthropologue de formation, d'obédience anarchiste, il a publié en 2011 un ouvrage volumineux intitulé « Debt : The First 5 000 Years », où il explore les attitudes changeantes des peuples envers les dettes souveraines, où il examine leur disposition à les honorer ou pas depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, mais surtout où il analyse l'effet dévastateur que ces dettes peuvent produire sur la capacité des êtres humains à se montrer solidaires les uns des autres et à faire société⁴². Il traite donc d'une question qui a certainement été l'un des ingrédients de la colère des participants à OWS, à savoir la façon hautement sélective dont ont été traitées les dettes des grandes banques de Wall Street que le gouvernement a renflouées, comparées aux dettes des ménages, des individus ou des étudiants qui n'ont pas fait l'objet de la même attention, loin s'en faut. En un mot, il interroge la légitimité des dettes et donc l'obligation des débiteurs de les honorer, et celle de la souveraineté du peuple à en décider.

Nourri par des jeunes qui ont refusé de quitter les lieux malgré les pressions politiques et policières, et aussi de moins jeunes d'obédience diverses (anarchistes, socialistes, gauche militante, etc.), ce mouvement a fait pendant les occupations l'expérience quotidienne de la démocratie. Les élus locaux ont tenté de contenir ces occupations comme ils pouvaient et avec plus ou moins de brutalité, arguant de problèmes de sécurité publique ou d'hygiène. Par ses formes et ses moyens d'action, par ses principes d'organisation, OWS exprime ce besoin de démocratie directe ou d'idéal démocratique (celui des pères fondateurs) qu'un système politique bipartite, dans lequel l'argent du Big Business est devenu central⁴³, a complètement étouffé. Les oligarchies libérales contemporaines (les régimes dits démocratiques) n'ont eu en effet de cesse de limiter la sphère publique, en réduisant les actions de leurs citoyens à l'acte formel du vote, lequel est d'ailleurs de plus en plus déserté (avec des taux d'abstention de plus en plus élevés dans les principales démocraties occidentales)⁴⁴. L'essentiel des affaires publiques a, comme l'a fort bien analysé C. Castoriadis⁴⁵, été confisqué ou privatisé par des groupes et des clans qui se partagent le pouvoir effectif et se sentent de moins en moins redevables envers quiconque. Il convient évidemment de distinguer ici les régimes « totalitaires » des régimes dits « démocratiques » et l'on a vu que ces mouvements de jeunes

⁴²Cf. *Debt : The First 5 000 Years*, by D. Gaeber, Melville House Publishing, Brooklyn New York, 2011.

⁴³Parmi les 20 premiers donateurs pour la campagne présidentielle de B. Obama, G. Sachs arrive au second rang avec 1 million de dollars, JP Morgan au 6^e rang avec 0,8 million de dollars, Citigroup avec 0,7 million de dollars, UBS au 16^e rang avec 0,5 million de dollars, et Morgan Stanley avec 0,5 million de dollars, cf. Center for Responsive Politics.

⁴⁴Aux États-Unis, le taux d'abstention aux dernières élections présidentielles, au cours desquelles la participation a pourtant été l'une des plus fortes depuis les années 1960, a atteint presque 40%.

⁴⁵Cf. C. Castoriadis, *Fait et à faire*, éditions du Seuil, Paris, 1997.

ont d'abord éclaté dans des pays où des dictateurs confisquaient depuis de nombreuses années le pouvoir à leur profit (Tunisie, Egypte, Lybie). Dans les « démocraties occidentales » en revanche, c'est contre l'exercice d'une forme de démocratie plus formelle que réelle que les jeunes se sont soulevés.

Par l'occupation de lieux symboliques en centre ville dans la plupart des capitales, ils ont revendiqué leur droit de se réapproprier l'espace public⁴⁶, préempté par le pouvoir politique et par le marché. Ils ont voulu refaire de ces lieux des agoras, des forums de rencontre, de discussion et d'échange sur tous les sujets possibles, mais aussi des espaces créatifs en se livrant à toutes les activités qu'ils leur semblaient loïsibles d'entreprendre, dont la création artistique⁴⁷. Par la tenue quotidienne d'AG en soirée au cours desquelles n'importe quel participant pouvait mettre des questions à l'ordre du jour, où des décisions étaient prises par consensus (entre 60 et 90% d'approbation nécessaire pour leur adoption selon les lieux d'occupation), ils ont renoué avec des pratiques d'action plus anciennes : celles du « Free Speech Right » développées au début du XX^e siècle par le syndicalisme de lutte des classes des Wobblies (IWW)⁴⁸ dont ils restent quelques représentants aux Etats-Unis, ou celles issues des traditions de tribus indiennes ou des Quakers. Ils ont pu aussi renouveler ces pratiques, avec l'usage du « mégaphone humain » (les paroles d'un orateur sont reprises et deviennent immédiatement la parole de tous) en réponse à l'interdiction de l'usage du mégaphone par la police. Plus près de nous, ces pratiques rappellent celles du mouvement anti-nucléaire des années 1990 ou des mouvements antimondialisation, où des groupes de travail constitués se chargent d'approfondir une question, ou encore prennent des décisions quotidiennes pour la bonne gestion du mouvement (notamment l'utilisation des fonds levés depuis le début du mouvement). Par toutes ces pratiques, ils ont exprimé leur rejet du fonctionnement des démocraties représentatives et de l'impunité dont jouissent les élus, qui ne se sentent plus redevables de rien vis-à-vis leurs électeurs ou qui font semblant de l'être à l'occasion d'une

⁴⁶Une première vague de présentations devant la justice de manifestants New yorkais arrêtés durant la marche sur le pont de Brooklyn (usage de gaz lacrymogènes par la police, etc.) a eu lieu à New York. La plupart des jeunes concernés ont demandé un procès, du fait du caractère public d'une telle procédure, insistant pour être vus et entendus par tous les Américains.

⁴⁷Par exemple l'expression musicale est une part intégrante du mouvement de protestation, notamment l'usage de tambours ou encore l'élaboration de pancartes qui sont de véritables œuvres d'art, mais également l'expression poétique, ou théâtrale. Une bibliothèque a été constituée, où des particuliers sont venus déposer des livres pour monter le fonds.

⁴⁸Cf. J. Freyssinet, « Hétérogénéité du travail et organisation des travailleurs – L'ère de la production de masse », *Document de travail IRES* n° 07-01, février 2007.

élection. Enfin, l'usage des réseaux sociaux et des blogs, l'absence d'un cahier de revendications précises et de leaders affirmés (ou qui se prétendent tels) sont autant de signes d'une grande vitalité démocratique du mouvement, d'une grande maîtrise de son organisation, du souci d'en conserver le contrôle, et d'éviter sa confiscation par quelques-uns.

Et maintenant ?

Le démantèlement des principales occupations a eu lieu entre la mi-novembre et la seconde semaine de décembre 2011. Cette action marque indéniablement la fin d'une phase du mouvement et de ce qui en faisait sa spécificité, à savoir celle de l'occupation des espaces physiques et avec elle, des espaces médiatiques. Le campement d'Oakland a été le premier visé, suivi immédiatement après par celui de New York : dans cette dernière ville, la manifestation pour commémorer les deux mois de l'occupation, à laquelle ont participé les grandes fédérations syndicales de branche ou de métier (SEIU, CWA, UAW, AFT), s'est terminée par des heurts avec la police et des arrestations ainsi que par le blocage de quelques rues adjacentes à la Bourse de Wall Street. Le démantèlement du campement par la police et le nettoyage du parc Zuccoti n'auront pris que quelques heures. Une centaine d'occupants se sont repliés sur la « New School for Social Research », une université fondée en 1919 par des intellectuels progressistes, dans laquelle enseignèrent des universitaires allemands fuyant le nazisme comme H. Arendt. Ils ont d'abord occupé le second étage de l'université, puis une galerie adjacente, avec l'autorisation de l'administration. Les protestataires de Californie, évincés de leur campement à Los Angeles, ont également rejoint les campus universitaires où étudiants, personnels administratif et enseignant ont appelé à la grève pour protester contre l'augmentation des droits d'inscription et les coupes salariales.

Depuis, l'évacuation des principaux campements par les forces de police dans la plupart des grandes villes du pays a entraîné un éclatement du mouvement, avec l'émergence d'une multitude de petits campements provisoires et d'actions ciblées, assortis d'impacts plus concrets sur la vie des personnes au niveau local mais moins visibles dans les médias. Ainsi, la nouvelle stratégie mise en œuvre par le mouvement des occupations se concentre sur les

saisies immobilières et les expulsions qu'elles entraînent⁴⁹, souvent avec l'aide d'associations locales.

En mettant directement en cause le pouvoir politique, et son incapacité à rendre des comptes aux citoyens, ce mouvement interpelle profondément la démocratie (américaine), raison pour laquelle il a eu ce pouvoir de résonance immense. Sans être massif, il a non seulement su attirer de très nombreux sympathisants mais aussi des dons à hauteur de 500 000\$. Il a eu pour résultat, quelle qu'en soit son issue et ses prolongements, d'avoir modifié et reconfiguré les termes du débat public aux Etats-Unis. Même si les slogans d'OWS ne se traduisent pas par des revendications précises ni par un programme politique, ce mouvement ne peut manquer de laisser des traces. Il porte en lui des valeurs auxquelles tout un chacun peut adhérer : une société démocratique où les individus quels qu'ils soient sont invités à dire leur mot, à venir en aide aux autres (« We care about you »), à se soucier du bien commun.

OWS aura ainsi, à lui tout seul, accompli bien davantage que toutes les tentatives récentes des forces progressistes pour faire entendre leur voix et pousser aux réformes depuis que B. Obama est arrivé au pouvoir. Mais il n'aurait peut être sans doute pas pu voir le jour sans ces mobilisations qui l'ont précédé : notamment les marches pour l'emploi, dont la toute récente marche pour l'emploi et la justice sur Washington D.C. organisée en octobre 2011 par le pasteur Al Sharpton et son réseau d'action nationale, avec l'aide des associations de défense des droits civiques et des syndicats, quoique quasiment ignorée des médias, ou encore les manifestations de protestation des jeunes et des syndicats devant le Congrès du Wisconsin au printemps 2011.

C'est la force des mouvements spontanés d'auto organisation que d'ouvrir des brèches, de faire opérer des tournants aux sociétés. De ce point de vue, il convient avant tout de se réjouir de ce désir d'autonomie qui a explosé un peu partout, plutôt que d'en anticiper les limites, les problèmes ou les conséquences non désirées. Les analystes les plus attentifs, dont l'idéologie est pourtant fort éloignée de celle des protestataires (au demeurant multiple), ont bien saisi les questions posées par ce mouvement : le fonctionnement et l'avenir même d'une économie de

⁴⁹Il faut savoir que plus de 4 millions de logements ont été saisis par les banques depuis 2006, et que les principales victimes se comptent parmi les populations les plus fragilisées (les Noirs et Les Latinos).

marché de plus en plus libéralisée et déréglementée⁵⁰, les inégalités de plus en plus insoutenables qu'elle produit et le danger pour les gouvernants et les élites qu'il y aurait à ne pas y apporter de réponses. C'est précisément l'une des grandes forces des protestataires d'OWS d'exprimer leur colère et leur désenchantement vis-à-vis des élites bancaires, industrielles et politiques, sans pour autant traduire cette révolte en des demandes précises ou sans qu'elle débouche nécessairement sur des résultats immédiats. C'est la puissance même de l'utopie, partagée d'autant plus facilement et par le plus grand nombre, qu'elle ne débouche par sur un agenda politique précis, même si la nationalisation des banques ou la socialisation de la médecine figurent en bonne place dans les thèmes et slogans d'OWS. OWS aura quoi qu'il adienne posé sa pierre dans l'édification d'une contestation globale⁵¹ et permettra peut être que d'autres, à sa suite, soient en mesure d'élaborer des revendications et de les porter jusqu'à leur traduction dans des accords collectifs ou dans la loi aux Etats-Unis et ailleurs, qu'il s'agisse des syndicats, de divers groupes de la société civile ou de partis politiques. Mais la grande force du mouvement vient précisément de sa totale indépendance vis-à-vis des autres forces instituées de la société américaine⁵².

S'il est trop tôt pour prédire l'impact à long terme qu'aura un tel mouvement, on peut espérer qu'il donne à réfléchir au Parti démocrate et à tous les libéraux (au sens américain du terme), en leur rappelant que F.D. Roosevelt avait eu l'intelligence et le courage politique de se dresser contre le pouvoir financier, quelques jours avant sa réélection pour un second mandat : « Ils (les banquiers) sont unanimes dans leur haine de moi et je me réjouis de leur haine »⁵³. Certes la crise actuelle n'a pas atteint la profondeur de celle de 1929, n'a pas (encore ?) causé les ravages observés alors au sein de la population, certes le Congrès avec lequel doit composer Obama et l'hostilité du premier à toute réforme n'a rien à voir avec celui qui a, dans certains cas, poussé F.D. Roosevelt à opérer des réformes radicales, soutenu par des grèves et un mouvement syndical militant émergent (le Congress of Industrial Organization). Mais OWS ne pourrait-il pas au moins avoir comme résultat d'inciter B.

⁵⁰Cf. M. Wolf, « The big questions raised by anti-capitalist protests », *The Financial Times*, October 27, 2011 ou encore K. Costa, « Why the City should heed the discordant voices of St Pauls », *The Financial Times*, October 28, 2011.

⁵¹Une journée mondiale de protestation a été organisée le 15 octobre 2011 sans près de 900 villes et de 78 pays de par le monde.

⁵²Cf. Dan La Botz, « The Stones Cry Out : The Power of the Occupation in the City Square », November 4, 2011, <http://newpol.org/>

⁵³ «They (organized money) are unanimous in their hate for me – and I welcome their hatred », extrait d'un discours qu'il prononça le 31 octobre à Madison Square Garden, New York City.

Obama à agir plus radicalement et à devenir le président que ceux qui l'ont élu en 2009 auraient aimé qu'il fût, à ne pas laisser détricoter la loi de régulation financière (Dodd Frank Act) par le lobby bancaire alors qu'il est peut être déjà trop tard pour éviter le risque d'une remise en cause de sa réforme de la santé par la Cour suprême, qui doit juger de sa conformité avec la Constitution américaine en 2012. Alors que le vote des jeunes avait été décisif dans cette première victoire, les élections de mi-mandat ont au contraire révélé sa perte de popularité auprès de cette partie de l'électorat. Ce désamour a largement contribué à la perte de la majorité démocrate à la Chambre des représentants lors des dernières élections législatives et à faire de B. Obama un otage entre les mains des Républicains et de son aile droite du Tea Party. Un sondage réalisé par le Wall Street Journal début novembre 2011 montre combien le vote des jeunes (18-29 ans) risque d'être décisif pour l'obtention de son second mandat présidentiel en 2012, avec un taux d'approbation de 51% comparé à 37% parmi la tranche d'âge 35-49 ans⁵⁴.

Il est possible aussi qu'OWS pousse le mouvement syndical à s'impliquer davantage dans les luttes, à revendiquer davantage des employeurs et à radicaliser ses moyens d'action, afin qu'il puisse élargir sa base sociale, réduite aujourd'hui à portion congrue (moins de 12% d'adhérents), qu'il puisse peser sur les décisions politiques et économiques en nouant des alliances avec d'autres mouvements issus de la société civile, comme ont su le faire avec succès certaines fédérations syndicales. La mobilisation victorieuse qui a eu lieu en Ohio et qui a entraîné l'annulation d'une loi adoptée par le Congrès local en mars 2011 qui avait restreint sévèrement les droits syndicaux des 350 000 employés de secteur public (y compris des pompiers et des policiers), par un vote référendaire du 8 novembre dernier, pourrait en être la première illustration. 61% des votants ont voté contre la loi soutenue par les Républicains du Congrès de l'Ohio, connue sous le nom de « Senate Bill 5 », tandis qu'ils n'étaient que 39% à la soutenir. Les syndicats ont lancé toutes leurs forces et leurs moyens financiers dans cette bagarre (30 millions de dollars), recueillant suffisamment de signatures pour obtenir un référendum sur cette loi et convaincant la population d'aller voter pour la défaire. En même temps, il ne faut pas masquer les différences persistantes entre OWS et les syndicats, non seulement du point de vue des modalités d'action mais aussi sur le fond de certaines questions. Alors que la question environnementale est apparue comme l'une des

⁵⁴Cf. « Winning Youth Vote Will Be Crucial for Obama in 2012 », by G.F. Seib, *The Wall Street Journal*, November 8, 2011.

préoccupations d'OWS, certains syndicats (notamment ceux de l'automobile ou de la construction) continuent d'y être franchement hostiles, à cause des effets présumés négatifs de mesures d'économie d'énergie sur l'emploi dans ces branches ou ces métiers.

Des historiens comme Howard Zinn ou Christopher Lasch⁵⁵ ont montré que l'histoire américaine est ponctuée de mouvements populaires, de protestation contre l'ordre établi. S'ils n'ont pas abouti à l'éradication du capitalisme, ils ont au moins pour certains servi, en leur temps, à réduire les inégalités de toutes sortes (sociales, « raciales », de genre, etc.) et à redonner sens à la notion de bien commun. OWS ouvrira-t-il la voie à une nouvelle « ère progressiste », comme les Etats-Unis en ont connu au cours de leur histoire, à la fin du 19^e siècle et durant les années 1930 ?

Principales sources Internet : <http://www.occupyoakland.org>, <http://occupytogether.org>,
<http://www.occupywallst.org/>,<http://www.occupiedmedia.org/>,
<http://www.occupyqueens.net/>, <http://www.occupybrooklyn.org/>

⁵⁵Cf. H. Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis – De 1492 à nos jours*, Agone, Marseille, 2002 et C. Lasch (1996), *op. cit.*